

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 7 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TERREAL Les Carrières Sud**

Route d'Issel  
11400 Saint-Papoul

Références : AC/MV/2024/C\_014  
Code AIOT : 0005400467

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2024 dans l'établissement TERREAL Les Carrières Sud implanté Les Bois de Vittaud 71150 Chagny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERREAL Les Carrières Sud
- Les Bois de Vittaud 71150 Chagny
- Code AIOT : 0005400467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière d'argile destinée à la fabrication de tuiles, exploitée par la société TERREAL par arrêté préfectoral d'autorisation du 19 septembre 2008 et par arrêté préfectoral complémentaire du 23 juin 2015.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** volumes et phasage d'exploitation, gestion des eaux de surfaces, qualité des rejets aqueux, modalités et plan d'exploitation, porter à connaissance relatif à la modification du point de rejet des eaux de la carrière dans le milieu naturel.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle              | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|--------------------------------|---|-------------------|
| 1  | Volumes d'extraction autorisés | AP Complémentaire du 23/06/2015, article 2    | Sans objet        |
| 2  | Plan d'exploitation            | Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 2.4 | Sans objet        |
| 3  | Intégration dans le paysage    | AP Complémentaire du 23/06/2015, article 6    | Sans objet        |
| 9  | Phasage d'exploitation         | AP Complémentaire du 23/06/2015, article 3    | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 4  | Gestion des eaux pluviales                            | AP Complémentaire du 23/06/2015, article 7        | Sans objet        |
| 5  | Méthode d'exploitation                                | Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 2.2.3.2 | Sans objet        |
| 6  | Périmètre d'éloignement                               | Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 1.5     | Sans objet        |
| 7  | Valeurs limite d'émission des eaux au milieu naturel  | Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 4.3.1   | Sans objet        |
| 8  | Surveillance des eaux rejetées dans le milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 8.2.1   | Sans objet        |
| 10 | Porter à connaissance                                 | Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 1.7.1   | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitation de la carrière d'argile génère de grands volumes de stériles (couches de matériaux impropres à la fabrication de tuiles au sein même du gisement exploitable) qui sont temporairement mis en stocks en partie sud de l'emprise autorisée.

La remise en état du site qui consiste progressivement à remblayer la fosse d'extraction avec les stériles d'extraction a débuté en 2023.

L'inspection relève toutefois plusieurs non-conformités aux prescriptions applicables des arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaire et aux données du dossier sur les points suivants :

- dépassements des volumes d'extraction annuels de stériles,
- plan d'exploitation peu lisible et incomplet.

L'exploitant transmettra également les bilans d'extraction des deux dernières phases

Après visite sur le terrain et analyse réglementaire, la modification du point de rejet des eaux de la carrière ne nécessite pas de fixer de nouvelles prescriptions complémentaires compte tenu de la conservation des modalités de gestion des eaux de la carrière telle que prévue dans les derniers dossiers. L'exploitant devra toutefois être vigilant sur la différenciation des impacts sur les eaux de La Vandaine entre les deux carrières qu'il exploite, le cas échéant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Volumes d'extraction autorisés

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/06/2015, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volumes d'extraction autorisés   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La carrière est autorisée au titre de la rubrique n° 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour l'extraction d'argile selon les tonnages suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tonnage d'argile annuel moyen extrait : 300 000 t</li> <li>- tonnage d'argile annuel maximum extrait : 450 000 t</li> </ul> <p>Données du dossier de 2008 : tonnage maximum annuel de stériles : 300 000 tonnes</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les tonnages annuels de matériaux extraits depuis 2020 sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2023 : 165 000 t utiles et 490 000 tonnes de stériles d'extraction (selon exploitant), soit 655 000 tonnes au total,</li> <li>- 2022 : 181 600 t utiles et 490 000 tonnes de stériles d'extraction (déclaration GERE), soit 671 600 tonnes au total,</li> <li>- 2021 : 251 000 t utiles et 440 000 tonnes de stériles d'extraction (déclaration GERE), soit 691 000 tonnes au total,</li> <li>- 2020 : 250 000 t utiles et 290 000 tonnes de stériles d'extraction (déclaration GERE). soit 540 000 tonnes au total,</li> </ul> <p><b>Non-conformités :</b> en 2023, 2022 et 2021 les volumes annuels de stériles générés dans le cadre de l'extraction (hors découverte) sont supérieurs au 300 000 t maximum définis dans le dossier de demande d'autorisation de 2008.</p> <p>Toutefois, le tonnage total (argile + stérile) extrait reste inférieur au tonnage total maximum autorisé et attendu. Par conséquent nous ne proposons pas de mise en demeure à ce stade. La quantité bien supérieure de stériles par rapport à la quantité d'argile extraite questionne toutefois quant au gisement exploité et à la possibilité dans le futur d'autoriser la poursuite de l'exploitation (une fois l'autorisation actuelle échue).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

### N° 2 : Plan d'exploitation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 2.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :</p> |

|   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,</li> <li>• les positions des fronts,</li> <li>• les cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>• les zones remises en état,</li> <li>• les installations fixes de toute nature (bascules, locaux...),</li> <li>• les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,</li> <li>• les bornes.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b><br/>Le dernier plan d'exploitation date du 12/12/2023. Il est à l'échelle 1/2000.</p> <p><b>Non-conformité: les cotes d'altitudes des points significatifs sont absents.</b></p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>  |

### N° 3 : Intégration dans le paysage

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/06/2015, article 6</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration dans le paysage</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>Les prescriptions de cet article complètent les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n° 08-4631 du 19 septembre 2008.</p> <p>Le stockage des matériaux se fait sur une hauteur maximale de 15 m.</p> <p>Dans la partie longeant la voie communale n° 5, la bande boisée de 30 m de largeur devra être conservée, permettant de limiter l'impact des stocks sur le paysage.</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/>Selon l'exploitant, la hauteur maximale des stocks actuels est de 13 mètres (hauteur maximale au niveau du stockage des stériles).<br/>La bande boisée de 30 m de large en limite d'emprise au nord le long du chemin communal est présente.</p>  |
| <p><b>Observations :</b><br/>Le dernier plan d'exploitation au 1/2000 qui date du 12/12/2023 ne permet pas de lire les cotes altimétriques significatives en particulier au niveau des stocks.<br/><b>L'exploitant confirmera à l'inspection après vérification que les stocks ne dépassent pas 15 m de haut (par rapport à leur base).</b></p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>   |

### N° 4 : Gestion des eaux pluviales

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/06/2015, article 7</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>Les prescriptions de cet article complètent les dispositions imposées par l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 08-4631 du 19 septembre 2008.</p> |

|   |
|---|
| Les eaux de ruissellement s'écoulant dans la carrière doivent être collectées et traitées conformément au plan en annexe 2.   |
| <b>Constats :</b><br><br>La majeure partie des eaux pluviales tombant au droit de la zone de stockage des stériles s'infiltre. Un merlon périphérique permet toutefois d'éviter tout ruissellement hors de l'emprise.<br>La fosse d'extraction permet de collecter le reste des eaux pluviales de ruissellement dans l'emprise et les eaux d'exhaure.<br><br>Un bassin en fond de fosse permet la décantation des eaux collectées avant pompage et rejet dans le fossé bordant le chemin communal au nord (en direction du ruisseau La Vandaine). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 5 : Méthode d'exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 2.2.3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Méthode d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.<br><br>Les matériaux extraits lors du décapage sont utilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable.<br>L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'engins mécaniques.<br><br>Le gisement est exploité, sans utilisation d'explosifs, en 1 gradin de 8m de hauteur maximum, en direction du Sud sur la zone Sud-Ouest et en 5 gradins de 8m de hauteur maximum, en direction de l'Est sur la zone Est. La largeur des banquettes sera de 5m minimum.<br><br>Les travaux d'exploitation progressent conformément au plan de phasage en annexe. |
| <b>Constats :</b><br>L'extraction est réalisée à la pelle mécanique sur plusieurs gradins.<br>Actuellement l'extraction est réalisée sur les fronts est en direction de l'est puis du sud.<br>Les banquettes d'exploitation permettant la circulation des engins ont une largeur supérieure à 5 m. La hauteur des fronts est inférieure à 8 m.<br><br>La remise en état de la carrière a débuté en 2023 par le remblayage de la fosse en partie nord centrale avec les stériles d'extraction.<br>La terre végétale a été stockée sous forme de merlon périphérique avant sa reprise pour la remise en état final.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 6 : Périmètre d'éloignement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 1.5 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Périmètre d'éloignement                 |

|  |
|--|
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. |
| <b>Constats :</b><br>Le bord supérieur des fronts d'extraction est à plus de 10 mètres des limites autorisées.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 7 : Valeurs limite d'émission des eaux au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émission des eaux au milieu naturel

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, pour ses eaux rejetées au milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci- dessous définies :

| Paramètres           | Concentrations maximales (mg/l) |
|----------------------|---------------------------------|
| MEST                 | 35                              |
| DCO                  | 125                             |
| Hydrocarbures totaux | 5                               |

L'analyse est faite selon les normes en vigueur.  
Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5.

Constats :

Les résultats d'analyses de l'eau rejetée dans le milieu naturel, présentés par l'exploitant depuis 2019 sont conformes aux valeurs limites d'émissions.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par le "Laboratoire Départemental de la Côte d'Or" (agréé par le ministère de la transition écologique pour les paramètres analysés).

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 8 : Surveillance des eaux rejetées dans le milieu naturel

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 8.2.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux rejetées dans le milieu naturel   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant fait réaliser, à fréquence annuelle, en sortie de chaque émissaire des bassins de décantation prévu au chapitre 4.3, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.1. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. |
| <b>Constats :</b>   |

L'exploitant procède 2 à 3 fois par an aux mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Les prélèvements sont réalisés en sortie de bassin de décantation avant rejet dans le fossé périphérique au site.

Il n'y a qu'un seul point de rejet des eaux pour toute la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Phasage d'exploitation

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/06/2015, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Phasage d'exploitation

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitation se déroule en 5 phases principales successives, conformément aux dispositions présentées par les plans de l'annexe 1 du présent arrêté, et conformément au tableau suivant :

| Phase     | Surface en exploitation (m <sup>2</sup> ) | Dont renouvellement (m <sup>2</sup> ) | Dont extension (m <sup>2</sup> ) | Volume à extraire utile + stérile (m <sup>3</sup> ) |
|-----------|---|---------------------------------------|----------------------------------|---|
| 2014-2018 | 240 450                                   | 192 400                               | 48 050                           | 1 700 000   |
| 2019-2023 | 254 551                                   | 117 600                               | 136 951                          | 1 600 000   |
| 2024-2028 | 50 000                                    | 50 000                                | 0                                | 1 000 000   |
| 2029-2033 | 5 100                                     | 5 100                                 | 0                                | 1 000 000   |
| 2034-2038 | 3 764                                     | 3 764                                 | 0                                | 1 000 000   |
| Total     | 553 865                                   | 368 864                               | 185 001                          | 6 300 000   |

##### **Constats :**

Absence de bilan des phases achevées fourni par l'exploitant.

**Demande de compléments :** l'exploitant transmettra un bilan d'extraction pour chacune des deux dernières phases 2014 à 2018 et 2019 à 2023 en distinguant les volumes et tonnages de matériaux utiles et de stériles (hors couche de découverte).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 10 : Porter à connaissance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 1.7.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet des eaux collectées par l'exploitation

##### **Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

##### **Constats :**



L'exploitant a transmis à l'inspection le 29 novembre 2023 un rapport à connaissance relatif à la modification du point de rejet et du cheminement de l'écoulement des eaux rejetées hors de l'emprise de la carrière.

Cette modification fait suite à des plaintes et un litige avec le propriétaire des terrains sur lesquels les eaux rejetées de la carrière s'écoulaient jusqu'au ruisseau La Vandaine (depuis 2015).

En 2015, l'exploitant a modifié le point de rejet des eaux en direction du nord (La Vandaine) au lieu du sud (Gorgeat) tel que prévu initialement dans le dossier de demande d'autorisation de 2008 en raison du stockage provisoire d'une grande quantité de stériles (supérieure aux attentes) au sud de l'emprise (modifications ayant conduit à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juin 2015).

Ainsi l'exploitant a mandaté un bureau d'étude hydraulique pour concevoir un nouveau point de rejet et un tracé de détournement du réseau d'écoulement des eaux de la carrière en direction de La Vandaine sans passer par les terrains objet du litige.

L'exploitant a réalisé la modification de l'écoulement telle que préconisée par le bureau d'étude et avec l'accord de la mairie de Chagny pour le nouveau busage sous la voie communale et après consultation de la DDT : les eaux collectées par la carrière (pluviales et exhaure) sont rejetées après décantation sur la carrière dans un fossé bordant le chemin communal au nord du site puis sont dirigées dans un fossé de protection du périmètre d'exploitation de la deuxième carrière exploitée par TERREAL (Forêt de Chagny) jusqu'au ruisseau La Vandaine sans transiter par les propriétés du plaignant. Le rejet final dans La Vandaine s'effectue dorénavant plus en amont que dans la configuration précédente. Il est à noter que dans la configuration précédente l'eau ne s'écoulait plus jusqu'à La Vandaine par défaut d'entretien du fossé par le propriétaire plaignant conduisant à des inondations des sols de la forêt, au dépérissement d'arbres et à la création de zones humides.

Le point de rejet des eaux de la carrière est également déplacé vers l'ouest mais dans le même milieu (fossé longeant la voie communale).

**Analyse de l'inspection:** les modifications réalisées par l'exploitant (nouveau point de rejet et nouveau transit de circulation des eaux de la carrière jusqu'au ruisseau La Vandaine) conservent les modalités de gestion des eaux de la carrière modifiées en 2015. La gestion de la qualité des eaux de la carrière par la décantation en fond de fosse avant rejet n'est pas modifiée. Le suivi de la qualité des eaux est correctement réalisé par l'exploitant au vu des derniers résultats.

L'inspection considère que la modification est notable mais pas substantielle (en particulier elle ne conduit pas à de nouveaux impacts environnementaux dus à la carrière en question) et qu'il n'y a pas lieu de fixer de nouvelles prescriptions complémentaires pour ce site autorisé.

**Toutefois l'inspection relève que ces rejets pourraient avoir une incidence sur les résultats du suivi de la qualité des eaux de La Vandaine au titre de :**

- l'autorisation de la nouvelle carrière (dite Forêt de Chagny) dont l'arrêté préfectoral délivré en 2018 prescrit un suivi des eaux de La Vandaine à l'article 4.3.4 (environ 100 m en aval du point de rejet des eaux issues de la carrière Bois de Vittaud).
- L'autorisation de prolongation et extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux du SMET dont l'arrêté préfectoral délivré en 2023 prescrit également un suivi des eaux de La Vandaine.

**Il serait judicieux d'échanger avec le SMET et d'avoir une vision globale de rejets et du suivi environnemental de ce cours d'eau.**

**Type de suites proposées :** Sans suite